

Après en avoir délibéré, à la majorité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU la délibération n°21/039 du 24/03/21 portant débat d'orientation budgétaire 2021 ;

VU l'avis des commissions finances du 22 et 30 mars 2021 ;

VU la délibération n°21/067 du 07/04/21 portant affectation du résultat ;

Oui l'exposé de Mme Sylviane BOENS.

APPROUVE le budget primitif 2021 - M43 : « Transport » tel que présenté ci-dessous qui s'équilibre en dépenses et en recettes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT 95 478.49 €

SECTION D'INVESTISSEMENT 0 €

Envoyé en préfecture le 13/04/2021

Reçu en préfecture le 13/04/2021

Affiché le

ID : 028-200056463-20210407-21_066-BF

CHAPITRE	LIBELLES	BP 2019	Vote
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	91 478,49 €	Après en avoir délibéré, adopté à la majorité Voix Contre : 2 > M. Dominique LETOUZE et son pouvoir Mme Christelle TOUSSAINT Abtesntions : 3 > Mme Catherine AUBIJOUX et MM André FRANCIGNY et Steeve LOCHET Voix Pour : 27
65	AUTRES CHARGES DE GESTION	1 000 €	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 000 €	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
TOTAL DEPENSES		95 478,49 €	

CHAPITRE	LIBELLES	BP 2019	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	25 478,49 €	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
74	DOTATIONS SUBVENTIONS ...	70 000,00 €	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
TOTAL RECETTES		95 478,49 €	

Jean-Luc DUCERF

Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. . Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>